

LE MACRONISME, NOUVELLE CONSTRUCTION POLITICO-SYMBOLIQUE ENTRE RUPTURE, TENSIONS ET IDÉALISME INASSUMÉ*

Résumé: Rares sont les hommes politiques français qui auront autant symbolisé la fracture entre le pouvoir et les citoyens, l'économique, le politique et la société. Emmanuel Macron, qui a été élu Président de la République à 39 ans, et à travers lui le macronisme, l'aura à la fois utilisé à son profit et accentué.

Dans cet essai, nous tenterons de saisir les éléments fondamentaux du/structurant cette nouvelle idéologie politique qu'est le macronisme. Nous procéderons d'une analyse politico-symbolique qui mettra en lumière aussi bien la continuité que la rupture par rapport aux précédents présidents français. Nous montrerons qu'il s'agit d'une construction, en d'autres termes un *blend* de plusieurs courants philosophiques qui ont forgé l'histoire de la pensée politique occidentale : de l'articulation pensée-action de Robespierre (dont il s'éloigne notamment sur le fondement moral de la société), le positivisme d'Auguste Comte (la définition d'une «politique positive», déterminée par la méthode d'analyse et les résultats de sa mise en œuvre), à la lecture politique de la société française inspirée de Tocqueville, aux exigences du libéralisme authentique d'un F. Guizot (aux collectivités décentralisées, dont il fait valoir les mérites, liant administration locale et progrès de la civilisation). Ensuite, nous dégagerons ses conséquences sur la société française, à la fois comme dépendant d'elle mais également comme facteur l'influençant. De par sa nature même, nous montrerons quelle n'est pas tenable. Puis, nous effectuerons un parallèle avec une autre idéologie, l'européisme, afin de montrer comment elles sont intimement liées et distinctes dans le sens où le macronisme voit au-delà. Enfin, nous spéculerons sur ses conséquences potentielles à la lumière des résultats des élections européennes.

Mots-clés: Macronisme, Idéologies politiques, Centralité, Libéralisme, France, Européisme

* Текст „Макронизам – нова политичко-симболичка конструкција између распада, напетости и непризнатог идеализма“ представља измењену и допуњену верзију излагања са конференције „Европски избори и будућност Европске уније“. Конференција је одржана 16. маја 2019. године у Београду, у организацији Института за европске студије. Радна верзија текста изложена је под насловом „Макронизам – последња формула ЕУтопије“.

Introduction

La victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017 a consacré une rupture du système politique français jamais vue durant la Vème république, que certains ont même qualifié de «big bang politique sans précédent» (Fourquet, 2019, p. 9). Tout d'abord, le Front National accède au second tour pour la deuxième fois depuis 2002. Ensuite, un candidat, encore inconnu du grand public trois ans avant le scrutin, s'impose en s'appuyant sur un parti constitué de toutes pièces en vue de l'élection. Enfin, une «nouvelle» idéologie, le macronisme, émerge en support du programme politique d'E. Macron.

Comme l'ont souligné de nombreux experts, cette situation est appelée à durer, c'est à dire qu'il y a peu de chances que la France retourne à un paysage électoral ordonné autour de l'opposition gauche/droite. Avec l'arrivée à la présidence d'Emmanuel Macron, la France sera durablement entrée dans une situation instable. Néanmoins, de ce flottement électoral pourrait, à terme, émerger une opposition libéralisme/conservatisme, organisée autour d'un clivage vertical qui rappellerait la lutte des classes.

Nous partons du point de vue que, à l'instar des Etats-Unis, l'élément fondamental de la science politique française concerne le processus d'agrégation des intérêts émanant des différents segments de la société (voir, par exemple, Almond, Bingham Powell, Dalton, et Strom, 2009). Dans ces conditions, de par son positionnement «central», le macronisme, qui aura construit une coalition électorale très large, en amalgamant différents groupes sociaux aux intérêts divers, ne sera pas parvenu à maintenir cette agrégation dans la durée comme en témoigne la croissance particulièrement rapide de son impopularité. Sa place sur l'échiquier politique ainsi que grâce ou à cause de l'idéologie qui le sous-tend (le macronisme), elle aura plus rapidement que chez ses prédécesseurs faillit. Si les dysfonctionnements du système politique français sont aussi rapprochés et brutaux, cela s'explique par la fragmentation de plus en plus marquée de la société française: c'est elle qui rend l'agrégation des intérêts très difficile voire impossible (Fourquet, 2019).

Plutôt conséquence que cause, la mise en œuvre du macronisme aura rendu plus visibles de multiples lignes de faille – éducative, géographique, sociale, générationnelle, idéologique et ethnoculturelle, religieuse –. Ce raisonnement amène à penser qu'E. Macron pourrait avoir (eu) pour objectif de proposer un modèle de société (un «progressisme sociétal») permettant de fédérer ces îlots plus ou moins étendus autour d'une forme d'europhisme bâti sur fond d'idéalisme non assumé.

Notre point de départ est la photo officielle du Président Macron. C'est probablement l'élément visuel qui synthétise le mieux le nouvel agencement politico-symbolique qu'est le macronisme et sa complexité sous-jacente. Comme l'illustre la photo présidentielle, le corps du chef de l'Etat est fixé au centre d'un dispositif reflétant ainsi l'une des caractéristiques essentielles du macronisme à savoir la centralité. Le corps présidentiel est positionné au centre de la photo d'une manière tellement parfaitement symétrique quelle en est dérangement, et vise à idéaliser le personnage dans un équilibre entre tension et relâché (Barberis, 2017). De plus, comme beau-

coup de ses prédécesseurs, E. Macron a une vision classique presque absolutiste du pouvoir à laquelle s'ajoutent différents degrés dethéâtralité qui s'expriment dans des registres qui apparaîtront souvent en forte tension.

Ce sont ces éléments que nous développerons dans les sections suivantes avant de conclure et d'ouvrir la discussion sur le futur du paysage politique français.

La rupture

Il semble que la recomposition du paysage politique français était inévitable. Ainsi, Jacques Attali, économiste, écrivain, conseiller d'état et surtout fin connaisseur de la sphère politique française, dira d'E. Macron qu'il incarne à la fois un certain vide de la politique française et la volonté de renouveau qu'attendent les Français : «Les Français rêvent d'être représentés par un inconnu» (Attali, 2016). Se faisant, et à l'instar des autres pays, il avait également prédit l'explosion du système politique en France.

Il se dira également convaincu que le candidat Macron est «le meilleur rempart contre la montée de l'extrême-droite», argument que ce dernier reprendra à son compte. On peut également penser qu'E. Macron s'inspirera d'un certain nombre de recommandations formulées dans le rapport de la commission pour la libération de la croissance française, présidée par Jacques Attali, dont il est le rapporteur général adjoint. Appelée également «commission Attali», elle fut chargée par le président de la République française Nicolas Sarkozy de rédiger un rapport fournissant des propositions afin de relancer la croissance économique de la France (rapport final rendu le 23 janvier 2008).

La campagne présidentielle française 2017 aura rendu manifestel'effondrement des forces politiques dites traditionnelles. Désormais, la division en 4 grands partis (à droite, il y avait initialement deux partis, l'un plus conservateur, l'autre plus libéral et centriste ; à gauche, il y avait le Parti Communiste Français de tradition radicale et le Parti Socialiste de tradition réformiste) est devenue caduque : seuls dominant La République En Marche (LREM), parti créé ex-nihilo par E. Macron, et le Front National qui est apparu comme la seule force de droite bien que marginalisé pendant presque 20 ans.

Plus précisément, selon la carte de l'échiquier politique français proposée par Meilland (2017), la campagne présidentielle 2017 aura montré que politiquement la France était alors divisée en 4 blocs de force à peu près égale, mais qui n'étaient plus les deux partis de droite et les deux partis de gauche qui s'entendaient deux par deux mais devenues désormais irréconciliables. Il s'agissait du bloc de gauche 1) divisé entre les partisans de Jean-Luc Mélenchon et ceux de Benoît Hamon, le bloc centriste qui se rassemblait autour d'Emmanuel Macron, le bloc nationaliste derrière Marine Le Pen, les trois représentant chacun 25 % de l'électorat, et un bloc de droite conservatrice qui se situait en dessous de 20 %.

Les élections européennes de mai 2019 ont révéélé l'affaiblissement voire l'éclatement a la fois du bloc de gauche et du bloc de la droite conservatrice. On

aura donc assisté à une reconfiguration quasi-complète de la vie politique en France en l'espace de deux années. Ainsi, l'atlas des partis politiques français de 2018 n'a quasiment plus rien à voir avec celui du début de mandat de François Hollande, en 2012 (Vaudano, 2018). Seule constante, le Front National, rebaptisé entre-temps Rassemblement National, demeure l'ennemi à abattre, que ce soit dans le système à 4 qui a vu se rassembler tous les autres partis contre lui, ou bien aujourd'hui avec pour seul opposant la LREM.

Le macronisme, nouvelle construction politico-symbolique

C'est l'épreuve des urnes, équivalent moderne de la prise de la Bastille qui permettra au mouvement d'E. Macron d'être représenté. Ce faisant, il devient le porteur de la doctrine d'un nouveau groupe politique la LREM. Avec méthode, il a construit une nouvelle idéologie, le macronisme.

Que ce soit par conviction ou sous l'influence de nécessités économiques, le macronisme valide définitivement le libéralisme comme deuxième dimension de la vie politique française. Théoriquement, une société hautement libérale ne peut être « pilotée » ni vers la droite, ni vers la gauche. D'un autre côté, son barycentre est incontestablement dirigiste (étatiste et constructiviste) comme celui de tous les grands partis français donnant ainsi la possibilité à E. Macron de gouverner au nom des valeurs de la droite ou de celles de la gauche (Cohen-Dumouchel, 2011). En effet, le macronisme capitalise sur un phénomène apparu lors du gouvernement Hollande à savoir l'autoritarisme du premier ministre Manuel Valls qui a fait glisser le socialisme vers l'étatisme afin de capter une partie de l'électorat de droite. Cela lui permet de s'émanciper définitivement du socialisme et in fine de l'écarter.

Depuis la fin du XVIII^e siècle, les philosophies politiques ont été classées sur l'axe droite-gauche. E. Macron a dessiné les frontières de ce que pourrait être la nouvelle carte politique française et, contrairement à ce que pouvait laisser penser son origine, il a fondé un parti assez éloigné des idéaux de gauche. En rendant caduque ce positionnement linéaire, le macronisme a validé un nouveau champ d'action idéologique sur deux « nouveaux » axes que sont le libéralisme et le dirigisme. Intrinsèquement, il dissimule un grand nombre de registres en tension voire opposés, qui s'expriment de plusieurs manières, et dont la centralité est le pilier.

La centralité, principe de base du macronisme

« Emmanuel Macron n'est pas centriste, il est central » (Rioux dans Merchet, 2018). C'est de cette manière que l'historien Jean-Pierre Rioux positionne E. Macron sur l'échiquier politique. En d'autres termes, le macronisme n'est ni de droite ni de gauche mais est un centrisme. Cette politique vise à rendre davantage obsolète le traditionnel clivage droite-gauche et à marginaliser les extrêmes. Ce faisant, la LREM prétend devenir le seul parti en France à même de s'opposer à la montée du Front National. Cette approche binaire voire manichéenne n'est pas nouvelle : en 1965, De Gaulle avait dit « Moi ou le chaos », E. Macron a été élu sur le slogan « Moi ou l'extrême droite ».

Cependant, ce positionnement interroge car ni de droite, ni de gauche, à la fois libéral et étatiste, autoritaire puis ouvert. Combiner des éléments a priori incompatibles ne peut que générer une certaine confusion d'autant que nombreux sont ceux qui, avec plus ou moins de succès, ont recherché ce genre de rassemblement sous la Ve République. La «grande transformation» du système politique voulue par E. Macron rappelle souvent une ambition centripète sous-jacente à la vie politique française depuis notamment la fin de la Seconde Guerre Mondiale et plus précisément la fin de la IV^{ème} et le début de la V^{ème} république (Rioux dans Merchet, 2018).

Afin de comprendre ces mouvements, leur succès et leur déclin, il est nécessaire de les replacer dans un contexte historique (voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrisme_politique_en_France). Ils sont nés après la seconde guerre mondiale lorsque modérés, démocrates et démocrates-chrétiens constituent la principale famille politique du centre en France, ils sont issus des traditions orléaniste et libérales de la droite française, les modérés, démocrates et démocrates-chrétiens se sont principalement structurés en partis politique après la Libération : tout d'abord, le Mouvement républicain populaire (MRP), sous la IV^{ème} République, puis l'Union pour la démocratie française (UDF), sous la Ve. Des facteurs de contingence externes, tels que l'élection au suffrage universel direct du président de la République instituée en 1962, rendront plus difficiles les succès électoraux des formations centristes.

À partir du milieu des années 1990, l'UDF connaîtra plusieurs scissions. Les formations politiques (au positionnement indépendant des forces de droites et de gauche) suivantes que seront le Mouvement Démocrate ou MoDem de François Bayrou construit sur les ruines de l'UDF (en 2007, François Bayrou, président de l'UDF, atteint 18,57 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, c'est le dernier bon score avant un déclin continu et une atomisation en plusieurs micro-partis. Très tôt, certains ont ironisé sur ce pari. «Toute politique implique un choix entre deux types de solution : les solutions intermédiaires se rattachent à l'une ou à l'autre. Cela revient à dire que le centre n'existe pas en politique», analysait le politologue Maurice Duverger sous la IV^{ème} République (voir Duverger, 1951).

L'émergence d'une nouvelle idéologie : le libéralisme pour remplacer la démocratie ?

«Le b.a.-ba de l'eupéisme, c'est Pascal Lamy qui, avec sa franchise coutumière, en rappelle la recette dans la revue Le Débat : on y fabrique du politique avec de l'économique, et c'est ainsi qu'il faut continuer.»

(L'Express, 2005).

De nombreux analystes et journalistes ont présenté E. Macron comme un disciple de d'Alexis de Tocqueville (1805-1859). Comme le souligne Jeambar (2017), «décrypter Emmanuel Macron à travers Tocqueville est un exercice édifiant. On découvre ainsi un authentique idéologue, bien loin du pragmatisme simpliste dans lequel on l'enferme. Macron a une stratégie fondée sur une analyse politique profonde inspirée de la quatrième partie de l'œuvre phare de Tocqueville " De la démocratie en Amérique " intitulée " Regard sur le destin politique des sociétés démocratiques."»

En réalité, le macronisme s'inspire de l'œuvre de Tocqueville afin de mieux déconstruire la démocratie, avec en ligne de mire l'opinion publique. Cette démarche résulte d'un double constat : la démocratie telle quelle existe aujourd'hui et ses perspectives d'avenir ainsi que les limites du système politique français (les deux appartenant à un ensemble en mutation) et le libéralisme. En d'autres termes, le macronisme s'attache à renverser l'ordre établi, c'est-à-dire que désormais la recherche de liberté doit primer sur celle de l'égalité afin d'éviter «l'autodestruction du système démocratique tout entier». En substance, la lecture politique est que la démocratie a produit une inégalité de conditions avec comme conséquences (politiques) l'échec des idéologies de droite et de gauche dans le redressement économique et social du pays. Face à ce désordre qui, écrit Tocqueville, "réduit tout à coup le corps social en poussière", il faut une science nouvelle.

Tocqueville écrit notamment : «Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau» (Tocqueville, 1848, p. 9). Pour E. Macron, le système politique français doit être transformé afin de s'inscrire dans le cadre politique défini par les institutions européennes et dans celui plus général de la globalisation des échanges et ses règles. Le macronisme devient une «science nouvelle», qui redéfinit la démocratie autour de deux éléments constitutifs qui sont la rationalité et la liberté. Par ailleurs, dans la continuité logique du théoricien de la démocratie, la pensée macronienne doit exprimer clairement afin que tout un chacun puisse aisément la comprendre, adoptant de cette manière une posture de tuteur. Le macronisme cherche à démontrer que «l'Ancien Régime a créé la centralisation, que celle-ci a entraîné la destruction des libertés politiques, créant ainsi une situation d'autant plus dangereuse que ces deux phénomènes concouraient à provoquer une profonde démocratisation égalitaire».

Bien que les citoyens français aient perdu confiance dans les forces politiques traditionnelles, ils n'ont pas encore fait le choix des extrêmes et notamment du Front National/Rassemblement National. Fort de cette vision manichéenne du paysage politique français actuel et futur, E. Macron a vu l'espace vide et compris, comme l'explique Tocqueville, que la majorité des citoyens n'a rien à gagner à une révolution. La centralité, l'un des piliers du macronisme, découle de ce constat où, en somme, il s'agit d'offrir au peuple «l'égalité dans la liberté».

C'est ce «désordre» qui est à l'origine du projet de société développé par E. Macron et labellisé sous le nom de macronisme. Ce constat et le projet de société qui en découle, reposent sur l'hypothèse de travail que, ce qui relie une France divisée c'est la volonté de voir émerger un homme nouveau (homme nouveau, imaginatif, inspiré, autoritaire et tenant d'un rapport direct avec le peuple) à même de fédérer les énergies individuelles autour d'une conception libérale de la société.

Le macronisme : un blend d'idéologies politiques avec pour élément central le libéralisme économique

Au-delà de l'influence marquante de Tocqueville, le macronisme en tant que construction (au sens de connaissance) quasi-scolaire, s'appuie sur un *blend* de plusieurs courants philosophiques et politiques qui ont forgé l'histoire de la pensée occidentale. On peut en situer trois autres.

Tout d'abord, l'approche scientifique de la politique d'E. Macron semble s'appuyer sur les travaux de Saint-Simon et d'Auguste Comte pour lesquels les phénomènes politiques et économiques (chacun étant un objet de science et non un art) actuels et présents doivent être étudiés selon une méthode scientifique. Ainsi, les phénomènes sociaux en France sont étudiés puis abordés face à l'opinion publique selon une méthode positive afin que chacun puisse percevoir les bénéfices à en retirer à l'aide d'une rhétorique axée sur une transformation voulue et non subie, dans le but de réformer la société existante en lui substituant une organisation meilleure. C'est la finalité ou le dessein fondamental du macronisme : reformer la société en vue de l'améliorer.

E. Macron puisera dans la doctrine de Saint-Simon (Claude-Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon (1760-1825)) la méthode scientifique permettant de déterminer les lois de l'organisation sociale ou comment in fine subordonner la société et la politique à l'économie. Il faut se rappeler que le constat fondamental que fait Saint-Simon, dans le cadre de son analyse positiviste de la réalité sociale, est que la «classe industrielle» est la plus importante (Benoit, 1980). Cela se vérifiera dans la composition de l'électorat d'E. Macron.

C'est sur les trois éléments du comtisme (Auguste Comte, 1798-1857) que s'articule la dialectique macronienne : la définition d'une «politique positive», déterminée par la méthode d'analyse des phénomènes sociaux et les résultats de sa mise en œuvre. Ces derniers représentent le talon d'Achille du macronisme étant donné que les résultats ne pourront être perçus qu'une fois la politique mise en œuvre et non ex ante. La communication utilisée par le E. Macron a été construite afin sortir de cette ambiguïté ou impasse.

Ensuite, le lien intime entre pensée et action semble être très proche de la pensée de Robespierre qui a été à la fois un homme de pensée et un homme mêlé à l'action politique. Chez ce dernier, la pensée évolue temporellement, est conditionnée par la situation politique, et s'exprime concrètement dans les discours, qui constituent en eux-mêmes des actions politiques (Benoit, 1980). Si le macronisme s'inspire de la pensée-action de Robespierre, il s'en éloigne aussi grandement quant aux principes de base de l'organisation de la société, aux principes de politique et enfin aux principes de religion. La pensée macronienne ne suit pas la chronologie morale, politique, religion de Robespierre. Alors que ce dernier donne à la société un fondement moral, il est difficile de trouver chez E. Macron une preuve de l'expression concrète de la vertu au-delà de son usage dans les discours.

Alors que les «philosophes» du XVIII^e siècle luttent principalement contre l'absolutisme royal, le macronisme semble s'être donné pour objectif de combattre voire d'abattre les représentants du monde d'avant, et notamment «l'absolutisme administratif» et ses origines telles que, par exemple, l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) qui est en passe d'être supprimée plutôt que réformée. C'est d'autant plus paradoxal qu'il est lui-même issu de l'ENA. Des lors, à une élite administrative se substituera une élite de d'individus issus de la représentation populaire ayant peu ou pas d'expérience du monde politique. En réalité, il est possible d'estimer qu'il s'agit d'une déconstruction de l'appareil d'État et de ses déterminants au profit d'une supranationalité, celle de l'Union Européenne et d'une doctrine

libérale. Parce que cette approche privilégie avant tout l'efficacité au détriment de la raison, elle peut être source d'excès et donc dangereuse à terme (voir Benoit, 1980).

Enfin, au travers de l'œuvre de l'historien et homme politique français François Guizot (1787-1874), E. Macron a tiré les enseignements des erreurs qu'il a commises afin de mieux saisir quelles sont les exigences d'un libéralisme authentique. Au-delà de l'exaltation (des bienfaits/bénéfices/apports à la société) du libéralisme, l'une caractéristique de la pensée politique libérale concerne les/s'applique aux collectivités décentralisées, dont il fait valoir les mérites, liant administration locale et progrès de la civilisation (Benoit, 1980). Cependant, la vision de Guizot semble difficilement applicable à la France d'aujourd'hui car il faudrait une «civilisation très avancée» au sein de laquelle une grande majorité accepterait une perte de souveraineté au profit d'institutions (européennes) et la reconnaissance de la légitimité de ces dernières quant à conduire le destin de chaque individu. Les élections européennes de mai 2019 auront montré que les français n'y sont pas (encore) prêts.

Le macronisme, victime de ses contradictions internes ?

Le macronisme est construit de manière à ne laisser aucune place au hasard tout en corroborant l'idée d'un double langage au sein duquel prévaut le «en même temps». Il s'agit autant d'une formule rhétorique que d'une manière de gouverner qui vise à plaire aussi bien aux idéalistes qui se situent au-delà des frontières nationales qu'à ceux qui sont attachés à l'identité française. Cette position est-elle tenable ? Nous apportons quelques éléments de réponse ci-dessous.

Contrairement aux penseurs que sont Locke ou le mouvement des écrivains «philosophes», tels Montesquieu ou Rousseau, et celle des économistes, au premier rang desquels les Physiocrates et Adam Smith, le macronisme suppose que c'est l'économie qui doit exercer sur les institutions une influence certaine. Le politique devient ainsi subordonné à l'économique. Si le macronisme s'inspire au moins dans l'esprit de la Révolution de 1789, il effectue un tri sélectif de son apport libéral en se focalisant essentiellement sur la liberté économique. Tout d'abord, il s'agit de lutter contre les contraintes insupportables (du régime monarchique) qui entravent le développement (constitutionnel et social) économique. L'inefficacité et/ou le coût sont d'ailleurs des arguments très souvent avancés par E. Macron afin justifier certaines décisions politiques. Ensuite, le macronisme nie l'affirmation de la souveraineté de la nation et remet en question l'égalité des individus ce qui n'est pas sans contradictions. Logiquement, le macronisme repose alors sur une conception individualiste des rapports sociaux, compris dans le cadre d'une citoyenneté à minima européenne, la famille ayant disparu du cadre de référence. Si la recherche du bonheur demeure la finalité de ce projet de société, elle ne peut pour être effective que supposer une adhésion aux principes du macronisme. En somme, point de bonheur en dehors de cette idéologie. Par ailleurs, on constate une inversion des rôles : la recherche du bien être devient une affaire individuelle. L'individu n'est plus maître de l'économie mais un acteur passif parmi tant d'autres, lui restant comme choix ou bien d'épouser ce nouveau modèle de société ou bien d'être marginalisé. Cette posture est assez éloignée des idéaux de 1789, lesquels ambitionnaient de créer un homme libéré et non

un homme isolé. On peut s'interroger dans quelle mesure un tel système politique ne conduirait pas à accentuer la tribalisation de la société française, les Gilets jaunes en étant une manifestation parmi d'autres (Maffesoli dans Chanut, 2019).

En supprimant les signes d'oppression antérieurs, le macronisme en a créé de nouveaux notamment en restaurant la lutte des classes. Par ailleurs, au travers de la technologie et des médias, loin d'être des outils de libération, ils deviennent en réalité un carcan (plutôt l'illusion de la liberté que la liberté elle-même) comme l'illustrent le filtrage des informations dans un sens positif (les journaux télévisés évitant les informations «négatives» notamment celles contribuant à donner une image négative de l'action du gouvernement en place et la surexposition d'E. Macron lors de la campagne précédant les élections européennes).

Au-delà de la disparition des valeurs familiales (bien que ces dernières aient considérablement faibli depuis les années 90 comme l'on souligné de nombreux sociologues), le macronisme suppose également la fin de l'état-nation et de son corollaire la souveraineté. C'est donc une remise en question du principe démocratique que le macronisme propose, la souveraineté ne réside plus dans la volonté générale de la nation mais appartient à des institutions supranationales voire un idéal globalisé/mondialisé. De fait, le macronisme semble viser plus loin que les seules institutions européennes auxquelles la France a déjà délégué une grande partie de sa souveraineté.

Malgré (ou bien parce) que la volonté d'E. Macron (est) de créer une science positive des phénomènes sociaux et, à partir des fondations du macronisme, de proposer un nouveau modèle de société, il ne s'adresse finalement qu'à une minorité d'individus au sein de la population française, celle qui a et continue de bénéficier des apports de la libéralisation de l'économie au niveau mondial. Ainsi, dans le macronisme culmine l'idée d'une révolution ou rupture avec l'ordre établi qui n'est plus populaire au contraire de la Jacobine, mais essentiellement bourgeoise ou élitiste comme cela avait été le cas en Angleterre.

Rupture dans le système politique français, nouvelle idéologie voire utopie politique, ou bien étape dans l'évolution tout d'abord vers l'europhisme puis vers une forme de gouvernance mondiale, le macronisme symbolise un idéal laïque et pragmatique mais souffrant de trop de contradictions/tensions pour être tenable. Par ailleurs, il paraît difficile sinon réducteur de n'interpréter la réalité qu'en fonction d'idées ou de théories préconçues. Le macronisme, cette science des idées, semble (volontairement ou inconsciemment ?) ignorer les réalités concrètes de la société française.

Conclusions

Analyser le macronisme et son influence non seulement sur la sphère politique mais également sur la société française est un exercice délicat et, dans la mesure où le processus est en cours, on ne peut se livrer qu'à des spéculations.

Le macronisme est-il un européisme?

«Macron, un mélange d'européisme et de tactique réaliste» (Hubert Vedrine dans Merchet, 2017). Le concept d'européisme est un néologisme «inventé» par l'essayiste, poète et romancier Jules Romains (1885-1972) en 1915. Il désigne une propension en faveur du fédéralisme européen ainsi que de l'établissement d'une Europe laïque, par opposition à la chrétienté d'autrefois. Intimement lié à une autre idéologie politique l'europhilie, cette ligne de pensée repose sur la volonté de dépasser les nations et par extension les États-nations qui seraient ainsi réduits en simples États composant une Europe fédérale. Elle prônerait donc l'émergence d'une supranation européenne (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Europhilie>).

Pendant sa campagne présidentielle, E. Macron a été sans ambiguïté sur son engagement européen. Son inspiration est «européiste», assez proche, sur certains points, de la pensée de Jürgen Habermas. Ils ont pour argument commun que l'identité nationale ne peut plus être l'horizon ultime de la politique. Mais loin d'en envisager le sacrifice, le philosophe allemand propose de dissocier les appartenances diverses de l'allégeance à des principes politiques communs. Dans *L'intégration républicaine* (1998), il a exposé l'idée d'un mode d'intégration à deux niveaux, celui d'une «intégration éthique» durant laquelle les «formes de vie» propres des groupes sont préservées dans le pays d'accueil, et le second niveau qui est celui de l'«intégration politique», dans laquelle il est demandé aux arrivants d'adhérer aux principes constitutionnels ancrés dans la «culture politique commune». L'Europe postnationale défendue par Habermas dissocie ainsi l'obéissance à des principes politiques des différentes appartenances nationales (Hunyadi, 2012). En d'autres termes, les nations et les différentes cultures doivent adhérer aux mêmes principes politiques, ces derniers étant définis au niveau européen.

Dans son analyse de la conception habermassienne d'un multiculturalisme de type libéral, Goedel (2019) souligne qu'il culmine dans l'«utopie réaliste» d'un «État cosmopolitique», où chaque «citoyen mondial» est assuré de pouvoir bénéficier d'un «droit cosmopolitique efficacement institutionnalisé». Mais le macronisme va plus loin. En réaction aux problèmes rencontrés par l'Europe, il reprendra, sans y faire explicitement référence, l'idée d'un «cosmopolitisme constitutionnel» pour l'Europe qui puise sa source dans l'idée de «Paix perpétuelle» imaginée par le philosophe Emmanuel Kant au XVIII^e siècle, assortie d'autres projets dont le libéralisme économique n'est qu'un aspect.

E. Macron semble fusionner idées et action dans un projet présidentiel pragmatique mais complexe dont l'affirmation «européiste» de principe, est enrichie d'un thème d'une autre nature, l'«Europe qui protège». Il a repris à son compte cette formule à laquelle François Mitterrand avait eu recours face à ses détracteurs lors du débat sur le traité de Maastricht en 1992. «Une Europe forte nous protégera mieux» mais de quoi et/ou de qui ? Du terrorisme, de la Russie, de la Chine voire des États-Unis comme E. Macron l'a souligné en Roumanie lors de la campagne pour les élections européennes en mai 2019.

Cependant, à l'opposé du philosophe allemand, l'idéalisme inassumé d'E. Macron est source de tensions et in fine un réservoir pour les extrêmes en France. En effet, articuler l'unité politique à la diversité culturelle semblent davantage tenir du vœu pieu compte tenu de l'archipellisation croissante de la société française et de la montée des communautarismes notamment religieux. A moins qu'il ne s'agisse d'une vision plus ambitieuse qui propose de nouvelles relations entre l'individu archipellisé et le village global (voir Viard, 2016).

Dans la continuité de la logique précédente, et reflétant les registres en tension qui sont à l'œuvre au sein du macronisme, on trouve également la question de l'identité nationale. D'un côté, le macronisme dans sa dimension libérale appelle, au moins implicitement, à dépasser cette dernière car elle ne peut plus être «l'horizon ultime de la politique» au sens de Habermas. D'un autre côté, les références à l'identité française dans les discours d'E. Macron sont nombreuses, notamment lors des commémorations au mois de juin 2019. D'un autre côté, le relatif silence voire l'ambiguïté des réactions du gouvernement face à plusieurs événements illustrant la recrudescence d'actes de révélant la présence croissante d'un islamisme radical (par exemple, le port de burkinis à la piscine de Grenoble en violation d'un certain nombre de règles et de lois en juin 2019). Dans ces conditions, de quelle manière le macronisme prétend arriver à générer une forme d'allégeance à des principes politiques communs tout en dissociant les diverses appartenances identitaires demeure abscons. Cet idéalisme, que l'on pourrait qualifier d'inassumé, devient dès lors source d'incertitude, cette dernière ne pouvant que conduire à une aggravation du repli identitaire.

Le macronisme, une utopie parmi d'autres?

En étirant à l'extrême le macronisme, on y trouve une certaine ressemblance avec H.G. Wells et son utopie moderne. Leurs dialectiques sont relativement proches: il s'agit de convaincre du bien-fondé de leur approche d'organisation de la société sans pour autant aller jusque-là. Les deux auteurs puisent leur inspiration dans un mélange de socialisme, dont ils ont une interprétation personnelle, et dans le darwinisme. Le but de l'utopie de Wells est d'arriver à une forme de conscience collective mondiale, stade ultime de l'évolution, unifiant races, nations et classes dans un État-Monde. Tous les deux ont une conception élitiste de la société.

Alors que le rôle de l'éducation n'est pas clair au sein du macronisme, elle tient une place centrale chez H.G. Wells. Cependant, cette vision n'est pas dépourvue d'ambiguïtés: la finalité de l'éducation est de produire des classes sociales étanches. En 1914, à l'aune de sa vie, Wells, lucide, estime que seule une déflagration mondiale, issue de la dégradation économique et sociale de l'état de la planète, mènerait d'abord à une guerre nucléaire puis à un État mondial unifié conforme à ses vœux. Ce sont des événements similaires qui ont donné naissance d'abord à la Société des Nations puis à l'Union Européenne.

Si l'on établit un parallèle avec la situation actuelle, il aurait fallu un événement marquant, douloureux, fédérateur tel que la Seconde Guerre mondiale pour donner du sens au macronisme, pour rassembler. Néanmoins, la France

d'aujourd'hui n'est pas celle de 1945. A cette époque-là, elle se divisait en collaborateurs et résistants, ces derniers se subdivisant en communistes et gens de droite/socio-démocrates, libéraux, etc. Aujourd'hui, la France de par sa mixité ethnique et l'archipellisation croissante de son corps social (Fourquet, 2019), n'a rien de comparable. Les conspirationnistes, les moins crédules ou bien ceux qui ont tout simplement une vision plus large de la situation diraient que l'incendie de Notre Dame de Paris aurait pu servir d'évènement déclencheur ou fédérateur. Il n'en a rien été car l'unanimité s'est rapidement désintégrée. Au contraire, il n'a fait que révéler à quel point la France était divisée. Au-delà des clivages intercommunautaires et religieux (cf. tweets et propos des membres de l'UNEF visant à relativiser voire à stigmatiser l'accident), cet évènement a relancé la lutte des classes avec l'intervention intempestive de riches donateurs à laquelle s'est ajoutée la volonté présidentielle d'accélérer la restauration pour en tirer parti, ce qui a suscité l'opposition des conservateurs.

Le macronisme reconnaît les différences entre individus mais selon un seul angle de vue : ceux qui ont réussi et les ceux qui aspirent à réussir (et/ou qui doivent s'inspirer des premiers pour y parvenir). C'est une version verticale, condescendante et simplificatrice de la société française, mais d'une certaine manière cohérente avec le pragmatisme d'E. Macron. En ce sens, et à la différence de Tocqueville ou de Montesquieu, l'unique idéal commun devient celui de la réussite économique et sociale. L'adhésion à ce modèle de société paraît dès lors impossible pour une majorité d'individus, ce qui ne peut qu'accentuer les clivages. La verticalisation de la société voulue ou révélée par le macronisme aura clairement dissocié les gagnants des perdants de la mondialisation, les couches supérieures de la société française qui se seront reconnues dans le macronisme des «gilets jaunes» qui ont l'impression de payer le prix dans leur existence quotidienne.

Dans ces conditions, il est difficile de trouver un credo dans le macronisme si ce n'est un opportunisme bâti sur un socle d'idéologies diverses avec pour objectif de proposer un nouveau modèle de société mais sans en véritablement décrire sa nature ou ses contours. Le projet n'est probablement pas abouti et on peut dès lors imaginer que la présidence d'E. Macron n'aura été qu'une étape dans la volonté de faire évoluer la France vers une Europe «postnationale» voire mondialiste.

Sur son blog, Jean-Marie Meilland pose la question de l'avenir du paysage politique français en ces termes: «Est-il pire de laisser élire un nationaliste ou d'élire un néolibéral mondialiste dont la politique fait grandir le nationalisme?». L'évolution de l'environnement/du climat économico-social en France dans les prochaines années donnera vraisemblablement la réponse à cette question. La croissance des communautarismes sur fond d'une islamisation croissante de la société française ne pourra que marginaliser les partis dits traditionnels et voir grossir l'électorat du Rassemblement National, pour peu que ce dernier veuille du pouvoir.

Références:

1. Almond, G.A., Bingham Powell JR, G., Dalton, R.J., et Strom, K. (2009). *Comparative Politics Today. A World View*. Londres, Pearson.
2. Attali, J. (2016). Pour Jacques Attali, "Macron n'incarne que le vide". *Challenges*, 13.05.2016. https://www.challenges.fr/challenges-soir/pour-jacques-attali-macron-n-incarne-que-le-vide_24719
3. Barberis, I. (2017). Dans l'œil d'Emmanuel Macron : pouvoir et théâtralité. *The Conversation*, 03.07.2017. <https://theconversation.com/dans-loeil-demmanuel-macron-pouvoir-et-theatralite-80363>
4. Benoit, F-P. (1980). *Les idéologies politiques modernes - Le temps de Hegel*. Puf.
5. Chanot, E. (2019). Interview de Michel Maffesoli: «nous allons voir resurgir des manifestations tribales!». Sputnik France, 25.03.019. <https://fr.sputniknews.com/radio/201903251040491738-maffesol-manifestations-tribales/>
6. Cohen-Dumouchel, A. (2011). Cartographie du paysage politique français. *Contrepoints*, 07.11.2011. <https://www.contrepoints.org/2011/11/07/54348-cartographie-du-paysage-politique-francais>
7. Duverger, M. (1951). *Les partis politiques*. Armand Colin, Paris.
8. Fourquet, J. (2019). *L'Archipel français*. Le Seuil, Kindle Edition.
9. Jeambar, D. (2017). De la démocratie selon Macron: la pensée d'un authentique idéologue. *Challenges*, 22.05.2017. https://www.challenges.fr/politique/de-la-democratie-selon-macron-la-pensee-d-un-authentique-ideologue_475034
10. Hunyadi, M. (2012). Habermas, mondialiste des droits de l'homme. *Le Temps*, 20.07.2012. <https://www.letemps.ch/culture/habermas-mondialiste-droits-lhomme>
11. L'Express (2005). Constitution européenne : oui ou non ? 09.05.2005. https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/constitution-europeenne-oui-ou-non_486012.html
12. Merchet, J-D. (2018). Le macronisme est-il un centrisme? *L'Opinion*, 10.01.2018. <https://www.lopinion.fr/dossier/edito/qu-est-que-macronisme-140458>
13. Meilland, J-M. (2017). Présidentielle 2017: recomposition du paysage politique français. Blog de Jean-Marie Meilland, 07.04.2017. <https://lib54.wordpress.com/2017/04/07/presidentielle-2017-recomposition-du-paysage-politique-francais/>
14. de Tocqueville, A.(1848). *De la démocratie en Amérique*. Pagnerre.
15. Vaudano, M. (2018). Le bouleversement du paysage des partis politiques en une infographie. *Le Monde*, 20.03.2018. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/03/20/le-bouleversement-du-paysage-des-partis-politiques-en-une-infographie_5273667_4355770.html
16. Viard, J. (2016). *Le nouvel âge du politique : Le temps de l'individu-monde*. Ed. de l'Aube , collection L'Aube poche. L'Aube poche essai.

МАКРОНИЗАМ – НОВА ПОЛИТИЧКО-СИМБОЛИЧКА КОНСТРУКЦИЈА ИЗМЕЂУ РАСПАДА, НАПЕТОСТИ И НЕПРИЗНАТОГ ИДЕАЛИЗМА

Сажетак: Ретки су француски политичари који, у тако снажној мери, симболизују расцеп између власти, грађана, економије, политике и друштва. Емануел Макрон, изабран за председника Републике кад му је било тридесет девет година, а преко њега и политичко-симболичка конструкција макронизма, у кратком времену владавине искоришћавају створени расцеп у своју корист, истовремено га појачавајући.

У овом тексту покушавамо да схватимо основне елементе од којих се гради та нова идеологија каква је макронизам. Полазимо од политичко-симболичке анализе која ће осветлити како континуитет, тако и прекид са претходним француским председницима. Показаћемо да је посреди конструкција, другим речима практични преплет или смеша неколико филозофских струја које су изградиле историју западне политичке мисли: од артикулације Робеспјерове мисли-акције (од које се Макрон у свом деловању посебно удаљава у погледу моралног темеља друштва), те позитивизма Огиста Конта (дефиниција једне „позитивне политике“ коју одређује метода анализе) и токвиловског политичког тумачења француског друштва, све до захтева истинског либерализма једног Ф. Гизоа (децентрализоване заједнице чије вредности Гизо истиче зато што оне повезују локалну управу и напредак цивилизације). Потом ћемо указати на последице те конструкције по француско друштво и то двосмерно, узајамно, као нешто што зависи од тог друштва, и као нешто што утиче на њега. Показаћемо како и зашто макронизам као конструкција по природи није одржив. Затим ћемо га анализирати у компарацији са једном другом идеологијом, европеизмом, како бисмо указали на њихову тесну повезаност, али и различитост у смислу да макронизам гледа даље од европеизма. На крају, могуће последице ових конструката разматрамо у светлу исхода европских избора.

Кључне речи: макронизам, политичке идеологије, централизам, либерализам, Француска, европејство